



SCIC SPORTS LOISIRS JEUNESSE
BULLETIN DE SOUSCRIPTION DE PARTS SOCIALES
Collectivité territoriale

La *commune – communauté de communes – autres* * :

Par délibération du Conseil *municipal – communautaire* prise en assemblée plénière en date du

En application des dispositions de l'article 19 septies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, et plus particulièrement de son Titre II ter portant statut de la société coopérative d'intérêt collectif,

Déclare avoir pris connaissance des statuts de la Scic **Sports Loisirs Jeunesse**, Société Anonyme coopérative d'intérêt collectif à capital variable issue de la transformation de l'Association Sports Loisirs Jeunesse, déclarée à la Sous-Préfecture de Mauriac, le 02/06/1995 sous le n°1202 publiée au Journal Officiel du 26/06/1995 dont le siège social est Mairie de Mauriac, place Georges Pompidou – 15200 Mauriac.

Déclare souscrire parts sociales de cinquante (50) euros chacune de ladite société.

A l'appui de sa souscription, la *commune – communauté de communes – autres* * : déclare avoir versé ce jour en numéraire à la Scic la somme de euros, représentant la libération intégrale de chaque part souscrite.

Le signataire reconnaît qu'il lui a été remis un exemplaire sur papier libre du présent bulletin de souscription.

Sera joint au présent bulletin le procès-verbal de délibération de la *commune – communauté de communes – autre** :

..... mandatant :

qui souscrit et signe le bulletin.

Fait à

Le

En deux originaux

La *commune – communauté de communes – autres ** représenté(e) par

désigne madame ou monsieur

Pour représenter la Collectivité lors des différentes convocations :

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse mail :

* *Rayer les mentions inutiles*

EXEMPLE DE SCHEMA DE DELIBERATION

COLLECTIVITES LOCALES

Exemple de délibération à adapter en fonction de la collectivité (commune, département, région), d'une part, de la participation au capital d'une Scic en création ou d'une Scic existante, d'autre part.

Participation au capital social de la (future) Scic :

I. Motivation et montant

- Justifiée par l'implication de (commune, département, région) depuis , aux motifs suivants ;
- Compte tenu du préambule et de l'objet social inscrits dans les statuts de la Scic, la souscription au capital social entre dans le champ des compétences de la collectivités (ou de son objet dans certains cas)
- Fondée sur l'article 36 de la loi n° 2001-624 autorisant les collectivités publiques à participer au capital des sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic). L'article 36 a modifié la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération en instituant un Titre II ter relatif aux sociétés coopératives d'intérêt collectif. Cette disposition porte exception aux dispositions de l'article L..... du CGCT régissant la collectivité.
- Votée et inscrite au budget le

La participation est deEuros, (.....€) correspondant à la souscription de Parts sociales de ...€ chacune, qui seront entièrement libérées. Le bulletin de souscription sera signé en DEUX originaux.

Délibération votée par *nom de la collectivité*, le jour mois année.

II. Désignation du représentant de la collectivité au sein de la société et, le cas échéant, au sein du conseil d'administration

- La collectivité territoriale :..... pose sa candidature (*ne pose pas sa candidature*) au mandat de membre du conseil d'administration (*ou du conseil de surveillance*) de la future Scic
- M/Mme *Nom Prénom*, *adresse complète*, *conseillé(ère)*(e), au est désigné(e) par le conseil..... en qualité de représentant permanent delors des assemblées (ajouter ou supprimer selon que la collectivité présente ou ne présente pas sa candidature au CA : et au conseil d'administration si la collectivité est élue).

Délibération votée par.....

Mention à ajouter uniquement si la collectivité présente sa candidature au CA :

- M/Mme *Nom Prénom* certifie qu'il(elle) n'est frappé (e) d'aucune interdiction de gérer et administrer une société et n'est pas régi(e) par le statut de la fonction publique au titre de son activité professionnelle en cours.

Délibération votée par *nom de la collectivité*, le jour mois année.